

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 16 mai 1985

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—  
LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS—L'ATTRIBUTION  
DE TEMPS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry) propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement non seulement d'avoir omis de protéger le Canada contre les problèmes éventuels que pourraient poser les investissements étrangers directs, comme le prouve le fait qu'il n'a pas réussi à prendre des mesures efficaces contre les acquisitions par des intérêts étrangers dans les cas de Mitel et de l'industrie de l'édition, mais aussi du mépris qu'il manifeste à l'endroit du processus parlementaire en mettant fin à tout débat libre sur sa législation injuste relative à l'investissement sans prévoir suffisamment de temps pour étudier des douzaines d'amendements importants et constructifs.

—Monsieur le Président, nous en sommes aujourd'hui à notre sixième jour consécutif de motions et de propositions de l'opposition. Ce doit être l'une des situations les plus invraisemblables et les plus aberrantes qu'ait connues notre Parlement depuis des décennies. Fondamentalement, cela signifie que le gouvernement est en grève, ou peut-être qu'il est lock-outé. Le gouvernement refuse de gouverner, monsieur le Président. Je pense que la véritable raison est, en fait, que le gouvernement s'est aperçu qu'une fois qu'il s'est bien amusé à faire des nominations et à avoir des réunions de relations publiques et des entrevues télévisées, il doit se mettre au travail dur, difficile et sérieux de gouverner notre pays, et cela, il n'en a pas envie.

Les conservateurs n'ont jamais aimé gouverner. Leur longue histoire le montre. Et maintenant que ce parti a enfin une occasion de gouverner, que se passe-t-il? Nous avons six journées consécutives au Parlement sans la moindre mesure ministérielle au *Feuilleton*. Peut-on imaginer, monsieur le Président, un gouvernement dans une démocratie occidentale qui abdique si totalement ses responsabilités qu'il en est réduit à compter sur l'opposition pour faire tout le travail du Parlement pendant presque une semaine?

Je dois dire que c'est vraiment l'une des plus étranges illustrations de ce gouvernement. Ce n'est peut-être pas seulement que le gouvernement n'aime plus gouverner mais, ce qui est peut-être plus important, qu'il est gêné par ce qu'il a au *Feuilleton* et ne veut pas que le Parlement le soumette à un examen ou à une étude publique. Tout ce que je puis conclure de cette étrange et inhabituelle période que nous traversons, c'est que le gouvernement espère, en faisant présenter sans arrêt les travaux de la Chambre par l'opposition, réussir à bloquer tous ces projets de loi et son budget dans les toutes dernières semaines de la session et à les faire passer à toute vitesse, de façon à s'assurer que le Parlement n'ait pas la possibilité d'exercer sa

véritable fonction, qui est d'étudier soigneusement ces questions et de procéder à des échanges de point de vue. Voilà fondamentalement comment nous voyons cette attitude du gouvernement qui réduit la procédure parlementaire à une succession ininterrompue de journées d'opposition pendant une semaine complète, et qui essaie d'imposer la clôture sur le seul projet de loi économique important qui ait été présenté. Il est clair qu'ils ont peur et ne sont pas prêts à défendre leur point de vue de façon sincère, directe et efficace. Au lieu, ils se servent de tous les trucs, se retranchent derrière la procédure et cherchent par tous les moyens à éluder leurs responsabilités.

● (1110)

Chose certaine, ils ne peuvent y parvenir. Finies les vacances. Les Canadiens leur envoient un message très clair lorsqu'ils vont voter.

**M. Stevens:** Nous avons obtenu 54 p. 100 au dernier sondage Gallup.

**M. Axworthy:** Il n'y a qu'un seul sondage qui compte vraiment. Ce sont les élections.

**M. Dick:** Vous avez obtenu 26 p. 100 des voix.

**M. Axworthy:** Les Canadiens ont donné un mandat aux conservateurs en septembre dernier et nous l'avons tous reconnu. Personne ne dit le contraire. Les seuls qui ne sont pas disposés à accepter ce mandat sont les conservateurs eux-mêmes. Nous sommes prêts à reconnaître que nous avons été défaits et que nous ne formons plus le gouvernement. Nous jouons maintenant le rôle d'opposants. Malheureusement, les conservateurs n'ont pas reconnu que leur rôle avait changé. Ils ne veulent pas gouverner.

Les Canadiens nous transmettent un message chaque fois qu'il y a des élections provinciales en votant contre le parti conservateur. Une bonne partie de ces gens ont voté contre les indécis de Mulroney qui ne savent pas ce qu'ils font. Il y a une réaction très forte au Canada à l'heure actuelle, parce que les électeurs se rendent compte que le gouvernement n'est pas prêt à s'attaquer vraiment aux problèmes économiques du Canada.

Cette semaine, nous avons vu des exemples flagrants de la confusion et des contradictions incroyables qui existent au gouvernement. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a fait la plaisanterie du siècle en annonçant ce qu'il a appelé un examen de la politique étrangère. Cependant, si le gouvernement veut que les Canadiens y participent, il ferait mieux de donner des crayons à colorier avec son document qui n'est qu'un tissu de contradictions. Il prétend que le comité fera un examen de la stratégie militaire du Canada, mais le gouvernement prendra ses décisions avant cet examen.

Le Livre gris ou vert-de-gris dit que, pour rester concurrentiels à l'échelle internationale, nous devons faire en sorte de faire investir les Canadiens dans la recherche industrielle, de